



Le Lobby des Citoyens

Forum de réflexion stratégique

Helvetia en Danger

Texte envoyé le 6 septembre 2013, par mail, à tous les Conseillers nationaux, dans le cadre de la votation du Conseil national du 9 septembre 2013

Version française

PRISE DE POSITION FATCA

Sur 4 approches possibles, nous vous appelons à soutenir la 4ème

1. La capitulation : accepter FATCA

C'est la voie choisie par le Conseil fédéral et le Conseil aux États

Motif : l'adversaire est trop fort, il n'y a pas d'alternative, il faut obéir au "Diktat" étranger.

INAPPROPRIÉ : car ce n'est pas là l'éducation de citoyen-soldat que l'on a inculqué à la population qui ne se reconnaît plus dans la stratégie actuelle du CF.

L'expérience récente a montré que depuis qu'on en a fait une stratégie, la pression contre la Suisse n'a en rien diminué.

2. La manoeuvre politicienne : Accepter FATCA mais en exigeant aussi la réciprocité

La stratégie d'exiger la réciprocité dans le but de ne pas l'obtenir et donc de ne pas avoir à appliquer FATCA est l'option choisie par ceux qui pensent que l'on s'est déjà exposé avec le refus de la Lex USA et que de toujours dire non est improductif. Dans ce cadre-la, encore faudrait-il que la Suisse, qui se fait toujours un point d'honneur de respecter scrupuleusement tous ses engagements, s'assure de la réelle application simultanée de ces accords par les États-Unis.

INAPPROPRIÉ toutefois car cette stratégie n'est pas sans risque. La réciprocité sera vraisemblablement automatique (et non pas seulement sur demande) et pourrait mener à des résultats incompatibles avec la protection de la sphère privée souhaitée pour le citoyen suisse.

3. La résistance : Rejeter FATCA

C'est plutôt la vision de l'homme de la rue et donc la position adoptée par Le Lobby des Citoyens qui refuse tout compromis sur sa souveraineté nationale.

APPROPRIÉ: notre État est souverain, ses lois sont souveraines, ses décisions sont souveraines. Des décisions prises sous la contrainte ne sont pas recevables. Pas question d'appliquer des lois étrangères sur sol suisse et ensuite de tolérer des juges étrangers pour appliquer nos lois. Nous dénonçons avec vigueur l'ingérence des États tiers qu'il serait bon d'enfin considérer comme un acte de terrorisme (le terme n'est pas trop fort puisque c'est la terreur des rétorsions américaines qui motive aujourd'hui la capitulation du Conseil des États) ou un acte de guerre contre notre pays (la guerre économique laisse aussi ses morts, ce n'est donc plus du virtuel).

4. Le bon sens : Renvoyer le vote sur FATCA sans prendre position.

C'est celle que nous vous recommandons, Mesdames et Messieurs les Conseillers Nationaux, d'adopter lors du vote qui interviendra lors de cette session d'automne.

LE PLUS APPROPRIÉ : C'est une question de bon sens et Le Lobby des Citoyens s'y rallie. Le but, ici et à ce stade, n'est pas de décider pour ou contre FATCA, mais plutôt d'attendre de plus amples informations des États-Unis, eux-mêmes pas vraiment unanimes sur une loi qu'ils ne sont pas en mesure de mettre en vigueur en l'état dans leur propre pays. "Attendons donc de voir" et de prendre ensuite le temps d'examiner les propositions, en toute sérénité, sous tous les angles, y compris la rétroactivité et de ses dégâts collatéraux.

Précisions US: aux Etats-Unis, les accords intergouvernementaux (IGAs) chargés d'amener les Etats étrangers à plus de coopération ne seraient même pas autorisés par FATCA, ni même mentionnés dans la loi. Curieusement aux Etats-Unis, personne ou presque ne connaît cette loi. Il n'y a pas de majorité au Parlement américain et 80% des Membres du Congrès et des Sénateurs n'ont jamais entendu parler de Fatca ! Sur une initiative privée, un ancien diplomate américain, James George Jatras, a créé une plateforme « [RepealFATCA](#) » (abrogez FATCA) pour en faire connaître les failles et servir de point de ralliement pour tous ceux qui seront désavantagés par cette loi. C'est-à-dire à peu près tout le monde. C'est aussi une plateforme pour une campagne médiatique.

Nous constatons donc une **opposition politique** car James Jatras, qui souligne au passage que le but poursuivi n'est pas fiscal mais la recherche de l'information, part au combat avec le représentant de la Floride au Congrès américain, Bill Posey et avec les sénateurs du Kentucky : Rand Paul, de Georgie : Saxby Chambliss, de l'Utah : Mike Lee et de Caroline du Sud : Jim De Mint.

C'est aussi une **opposition juridique**. [Florida Bankers Association et Texas Bankers Association \(2 plaignants\) ont porté plainte, en date du 18.04.2013, contre 4 Défendants : United States Department of Treasury, Jack Lew \(Secretary of the Treasury\), Internal Revenue Service et Steven T. Miller \(Commissioner of Internal Revenue\)](#).

C'est bien sûr une course contre la montre et le Trésor américain, qui parle de « traités » conclus avec les autres pays alors que ces textes n'ont pas été soumis au Sénat et ne lient pas les Etats-Unis, va tenter d'éluder la question de la validité de la réciprocité promise, laquelle ne figure pas dans la loi. Par ailleurs, le Trésor, véritable état dans l'Etat, qui se permet à l'international de piétiner les souverainetés nationales, n'a même pas les moyens, à l'interne, de forcer les banques à accepter cette réciprocité.

James Jatras souligne que Fatca devrait rapporter aux Etats-Unis 892 millions par an durant 10 ans, mais que les coûts pourraient atteindre le millier de milliards, sans compter les dégâts collatéraux occasionnés aux économies étrangères. Il estime que si la Suisse devait ne pas ratifier, cela aurait un grand impact, d'autant qu'au Royaume-Uni, des voix s'élèvent pour en refuser la ratification. L'effet serait dévastateur.

Dans notre projet [Helvetia en danger – Et si on reprenait l'initiative](#), remis en date du 12 juin 2013 au Président de la Confédération, Le Lobby des Citoyens préconise de bomber le torse face à l'agressivité des Etats-Unis à notre encontre et de leur montrer que nous pouvons aussi être redoutables et leur porter des coups (coûts). Nous avons là une occasion rêvée de soutenir James Jatras et, avec lui, tous les citoyens américains mobilisés autour du Repeal FATCA, qui refusent l'ingérence de leur administration dans leur sphère privée et condamnent l'attitude de cow-boy de leur administration face à des Etats étrangers.

Genève, le 6 septembre 2013

Marc R. Studer,
Président
Le Lobby des Citoyens

Voir ci-dessous la version allemande* * * * *

STELLUNGNAHME "FATCA"

FATCA - Vier mögliche Vorgehensweisen (wir empfehlen Annahme der 4. Variante)

1. Die Kapitulation: FATCA annehmen

Dies ist der von Bundesrat und Ständerat gewählte Weg.

Grund: der Gegner ist zu stark, es gibt keine Alternative, man muss dem Diktat des Auslandes folgen.

Unangebracht: dies entspricht nicht den Werten des Bürger-Soldaten, mit denen man die Bevölkerung erzieht, die sich heute nicht mehr in der Strategie des Bundesrates wiederfindet.

Darüber hinaus hat die jüngste Vergangenheit gezeigt, dass auch die Annahme einer Strategie der Kapitulation den Druck des Auslandes auf die Schweiz nicht verringert hat.

2: Das Politikmanoeuver: FATCA annehmen, aber gleichzeitig die Gegenseitigkeit verlangen

Die Strategie, die Gegenseitigkeit zu verlangen in der Erwartung, sie nicht zu erhalten, und damit FATCA nicht anwenden zu müssen, ist die Option derjenigen, die glauben man hätte sich schon zu weit exponiert mit der Ablehnung der Lex USA und immer 'nein' zu sagen sei unproduktiv. (In diesem Zusammenhang müsste sich die Schweiz, die sich selber immer an ihre eingegangenen Verpflichtungen hält, noch vergewissern, dass die USA sich auch tatsächlich genau an die Vereinbarung hält.)

Unangebracht: diese Strategie ist nicht ohne Risiko. Die Gegenseitigkeit wäre wahrscheinlich *automatisch* (und nicht *auf Anfrage*) und könnte zu einem Ergebnis führen, das inkompatibel mit der in der Schweiz gewünschten Privatsphäre für Schweizer Bürger ist.

3. Der Widerstand: FATCA ablehnen

Dies ist die Position, die am ehesten der des normalen Bürgers entspricht, und ist auch diejenige, die sich Le Lobby des Citoyens (LLDC) zu eigen gemacht hat, der jeden Kompromis zur nationalen Souveränität ablehnt.

Angebracht: unser Staat ist souverän, seine Gesetze sind souverän, seine Entscheidungen sind souverän. Entscheidungen, die unter Zwang getroffen werden, sind nicht akzeptabel. Es steht ausser Frage, ausländische Gesetze auf Schweizer Boden anzuwenden und ausländische Richter zur Anwendung unserer Gesetze zuzulassen. Wir prangern nachdrücklich die Einmischung fremder Staaten an, die man durchaus als "terroristischen Akt" bezeichnen kann (der Ausdruck ist nicht zu stark, da es die Angst vor amerikanischer Vergeltung ist, die heute die Kapitulation des Ständerates bewirkt), oder als "kriegerische" Handlung gegen unseren Staat (der ökonomische Krieg hinterlässt ebenfalls seine Toten).

4. Der gute Verstand: Die Entscheidung zu FATCA verschieben, ohne eine Position einzunehmen

Dies ist es, geehrte Nationalräte, was wir Ihnen empfehlen für die Diskussion und Abstimmung in der bevorstehenden Herbstsitzung.

Sehr angebracht: Dies ist eine Entscheidung des gesunden Verstandes, und LLDC (Le Lobby des Citoyens) schliesst sich dieser an. Das Ziel im Moment ist nicht, sich für oder gegen FATCA zu entscheiden, sondern weitergehende Informationen aus den USA abzuwarten, wo das Gesetz selber nicht ohne Widerstand und wo die Umsetzung im eigenen Land noch fraglich ist. Nach Erhalt weitergehender Klarheit, sollte die Zeit genommen werden, die Details ernsthaft und ohne Hektik zu analysieren, aus verschiedenen Blickwinkeln, inklusive einer eventuelle Retroaktivität und seiner Kollateralschäden.

US-Aspekte: es scheint, dass die "Intergovernmental Agreements" (IGA), die die fremden Staaten zu einer grösseren Kooperation bewegen sollen, selbst durch FATCA nicht genehmigt sind und darin nicht erwähnt sind. Es gibt keine Mehrheit im amerikanischen Parlament, und 80% der

Parlamentarier haben noch nichts von FATCA gehört (zumindest nicht ihre Details und über ihre Auswirkungen).

Auf eigene Initiative hin, hat der ehemalige US-Diplomat James George Jatras die Plattform "[RepealFATCA](#)" (FATCA ablehnen) geschaffen, um die Unzulänglichkeiten und Nachteile bekannt zu machen, die durch FATCA entstehen – für alle. Sie stellt ebenfalls einen Sammelpunkt für alle Interessierten da, sowie eine Medienkampagne.

Wir beobachten in den USA eine *politische Opposition*, denn James Jatras (nach dem FATCA im Kern keine steuerliche Motivation hat, sondern die, Informationen zu sammeln) vereinigt sich mit Bill Posey (US-Congressmitglied, Florida), Rand Paul (US-Senator, Kentucky), Saxby Chambliss (US-Senator, Georgia), Mike Lee (US-Senator, Utah), Jim de Mint (US-Senator, South-Carolina).

Wir sehen auch eine *juristische Opposition*, in den [Gerichtsprozessen](#), die von den Bankenvereinigungen der Teilstaaten Florida und Texas gegen die US-Steuerbehörde (IRS) und die US-Finanzministerium (Department of Treasury) angestrengt werden.

Es handelt sich natürlich um einen Wettlauf gegen die Zeit, und das US-Finanzministerium – das von einem "Abkommen" mit anderen Ländern spricht, ohne dass diese dem Senat vorgelegt worden wären und somit die USA nicht binden – wird versuchen, der Frage der Durchsetzbarkeit der versprochenen Gegenseitigkeit auszuweichen, die das eigentliche Gesetz (FATCA) nicht vorsieht. Darüber hinaus hat das Finanzministerium – ein wahrer Staat im Staate, der es sich herausnimmt international die Souveränität anderer Staaten zu verletzen – im eigenen Land keine Handhabe, die eigenen Banken zur Annahme der Gegenseitigkeit zu zwingen.

James Jatras unterstreicht, dass FATCA den USA etwa USD 892 Millionen pro Jahr für die nächsten zehn Jahre einbringen sollte, aber die Kosten ein Milliarde pro Jahr erreichen könnten, ohne die negativen Nebeneffekte zu beziffern, die das Ausland erleiden würde. Er schätzt, dass eine Schweizer Ablehnung von FATCA eine grosse Wirkung hätte, umso mehr, als auch im Vereinigten Königreich sich die Stimmen der Ablehnung mehren. Die Wirkung wäre vernichtend.

In unserem Projekt "[Helvetia en danger – Et si on reprenait l'initiative](#)" (Helvetia in Gefahr – und wenn wir wieder die Initiative ergriffen?), das am 12. Juni 2013 dem Präsidenten der Konföderation übergeben wurde, unterstützt Le Lobby des Citoyens (LLDC) eine harte Linie gegenüber der Agressivität der Vereinigten Staaten gegen uns, und ihnen aufzuzeigen, dass wir unsere Positionen zu verteidigen wissen und ihnen auch 'Schläge' (in Form von Kosten) zufügen können. Wir haben hier eine ideale Gelegenheit, James Jatras zu unterstützen und mit ihm alle US-Bürger, die um 'Repeal FATCA' herum mobilisiert sind, und die die Einmischung ihrer Regierung in ihre Privatsphäre ablehnen und die 'cowboy'-Mentalität ihrer Regierung gegenüber anderen Staaten verurteilen.

Genf, den 6. September 2013

Marc R. Studer,
Präsident
Le Lobby des Citoyens